

Anti-inflation—Loi

Les rabais généralisés: avec les stocks importants et l'improbabilité de gains à court terme dans la demande, beaucoup de producteurs ont baissé leur prix, sabotant complètement les efforts que les industriels faisaient pour maintenir les prix. De nombreux observateurs prévoient une nouvelle baisse des prix des métaux, au moins jusqu'à l'automne.

Les députés remarqueront qu'il ne parle pas des salaires dans l'industrie comme d'un facteur pouvant être à l'origine du déclin des ventes et j'ai l'impression que si on analysait l'industrie du bois ou l'industrie des pâtes et papiers ou encore n'importe quelle grande industrie qui rapporte de l'argent au Canada, on arriverait eux mêmes conclusions.

Je signale que le prix du blé a diminué de presque la moitié. Cela n'a rien à voir avec le niveau des salaires au Canada; cela est uniquement attribuable à la demande des pays occidentaux qui achètent la majeure partie de nos récoltes. C'est pourquoi je prétends, et je crois que les faits vont le prouver, que nous n'avons pas enrâyé l'inflation et que le programme est un échec, comme les membres de mon parti et la plupart des économistes l'avaient prévu à l'époque.

Pour parer à la présumée menace de l'inflation, le gouvernement avait un autre programme à proposer, outre celui de limiter les salaires, les revendications salariales et, prétend-on, les prix. J'aimerais rappeler aux députés ce que le ministre des Finances (M. Macdonald) a fini par reconnaître après un an et demi de harcèlements de la part des néo-démocrates. Comme nous l'avions prévu, la réglementation des salaires a donné de bons résultats parce que les hausses dans ce secteur étaient faciles à situer. Mais le ministre reconnaît maintenant qu'en dépit de la loi d'une part et de la surveillance bienveillante de la Commission de lutte contre l'inflation d'autre part, bien des gens à la tête de nombreuses sociétés au Canada ont pu obtenir des hausses considérables, non pas de 6, 8 ou 10 p. 100, mais bien de 25, 50 et même 75 p. 100 et ce, sur des salaires de \$100,000 et plus.

Comme nous l'avions prévu, aucun moyen n'a été trouvé, dans ce système, pour limiter les hausses de revenu des personnes travaillant à leur compte, comme les médecins, les avocats, les ingénieurs et les architectes. J'ignore si on a vraiment essayé de le faire.

Une voix: Et les pharmaciens?

M. Orlikow: Et les pharmaciens aussi, je suppose. Ces gens ont continué d'augmenter leur revenu tant qu'ils le pouvaient.

● (2150)

Chaque aspect de la lutte contre l'inflation menée par le gouvernement fédéral était un appel à la réduction des dépenses gouvernementales. Tous les gouvernements y ont participé quel que soit le parti au pouvoir—les libéraux, les conservateurs, le Crédit social et le Nouveau parti démocratique. Le gouvernement a pu dire à la population qu'il avait réduit ses dépenses. On n'allait pas dépenser 30 millions au Manitoba ou 50 millions en Ontario. En fait, j'ai oublié quelles étaient les économies réalisées par le gouvernement fédéral. Et ce dernier a oublié de dire que chaque économie d'un million de dollars se traduisait par des pertes d'emploi.

Cette année, le chômage a atteint chaque mois un nouveau record. En avril, le taux de chômage désaisonnalisé était de 8.3 p. 100, soit 932,000 chômeurs. En mai, il était de 7.9 p. 100.

[M. Orlikow.]

Les journaux ont signalé cela comme une victoire car le taux de chômage était de un demi p. 100 de moins que le mois précédent. Si on lit l'article jusqu'au bout, on verra que 7.9 p. 100, c'était presque un p. 100 de plus qu'en mai de l'année précédente.

Dans ma ville, à Winnipeg, le taux de chômage est assez bas comme dans toute la province du Manitoba comparé au Québec, aux provinces de l'Atlantique, à l'Ontario ou à la Colombie-Britannique. J'ai mené une enquête dans ma circonscription et j'ai découvert que les diplômés des facultés d'éducation, de travail social et de génie avaient du mal à trouver de l'emploi. C'est également vrai pour les diplômés des collèges d'enseignement professionnel. On a poussé les étudiants à aller dans les collèges d'enseignement professionnel plutôt qu'à l'université parce qu'un diplôme en arts ne leur donnerait pas d'emploi tandis que la formation professionnelle dispensée par ces collèges leur permettrait d'en trouver un.

Les diplômés des universités et des collèges d'enseignement professionnel ne parviennent pratiquement pas à trouver des emplois. Les jeunes les mieux instruits que nous ayons jamais eus ne peuvent pas trouver d'emploi en juin 1977. Dans certaines usines, dans les aciéries et les usines de transformation des produits agricoles du Manitoba, nous constatons que des travailleurs comptant 20 ans d'ancienneté dans la même compagnie et qui n'ont jamais touché de prestations d'assurance-chômage se retrouvent maintenant sans emploi. La situation est bien meilleure au Manitoba que dans le Québec.

Au Québec, on peut dire que 10 p. 100 de la population, c'est-à-dire une personne sur 10, voudrait travailler mais ne trouve pas d'emploi. En Nouvelle-Écosse, le pourcentage est beaucoup plus élevé. Dans l'Île-du-Cap-Breton le taux officiel de chômage est de 17 p. 100, mais le chiffre réel est sans doute plus près de 25 p. 100. Tel est le prix du programme anti-inflation et du programme de compressions budgétaires du gouvernement.

Comme je l'ai déjà dit, nous combattons l'inflation sans succès, mais sur le dos des chômeurs. Lorsqu'il a été question de ce programme, nous avons dit qu'il ne marcherait pas, qu'il serait injuste et qu'il augmenterait le chômage. Nous n'avons malheureusement que trop raison. Nous n'avons pas cessé de croire que le programme anti-inflation ne marcherait pas et qu'il serait injuste. Nous continuons de réclamer une politique nationale des revenus qui serait juste pour tous les Canadiens. Nous demandons au gouvernement de s'engager carrément, vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis de la population à assurer le plein emploi.

Nous refusons de croire les prétendus spécialistes grassement payés lorsqu'ils affirment que le niveau du plein emploi ne se situe plus entre 3 et 4 p. 100 mais plutôt autour de 5½ ou 6 p. 100 de chômage. Nous avons au Canada les ressources naturelles, les matières premières, la main-d'œuvre et la compétence technique voulues pour donner du travail à ceux de nos compatriotes qui en réclament. Voilà un objectif de notre parti. Nous demandons au gouvernement d'adopter des politiques qui redonnent du travail aux Canadiens. Et l'un des premiers pas dans cette voie sera la suppression du programme